

DIX-NEUF PERSONNES ARRÊTÉES À BOUZEGHOUT

Émeutes de l'eau à Sétif

Après deux jours de tension marqués par de violents affrontements, cette petite localité au nord de la wilaya de Sétif a renoué, hier, avec le calme.

En effet, le mouvement de protestation déclenché, mercredi dernier, par les habitants du petit village de Bouzeghout, a vite tourné en émeutes. Pas moins de 19 personnes ont été arrêtées par les forces antiémeutes, avant d'être relâchées la nuit même, avons-nous appris des sources de l'APC. Tout a commencé après que les habitants de ce petit village eurent observé un mouvement de protestation devant le siège de la mairie, pour revendiquer l'amélioration de leur cadre de vie. L'intervention du président de l'APC pour calmer les esprits et opter pour une politique de dialogue n'a, malheureusement, pas abouti. Bien au contraire, les protestataires ont radicalisé leur mouvement en fermant les portes de l'hôtel de ville et en empêchant les travailleurs d'accéder à l'intérieur de l'enceinte.

D'autres jeunes ont, par ailleurs, bloqué la route à l'aide de pierres et de pneus brûlés, d'où l'intervention des forces antiémeutes pour rouvrir les portes de la municipalité et disperser la population en colère. Des affrontements ont alors eu lieu entre les deux antagonistes. Une trentaine d'émeu-



Mercredi dernier, le village Bouzeghout a été le théâtre d'émeutes à cause de l'absence d'eau potable.

tiers ont été arrêtés, dont 19 conduits à la brigade de la gendarmerie. Même les multiples interventions des notables de la région, pour apaiser la tension, ont échoué.

Il faut dire que le cadre de vie des habitants de ce petit bourg ne cesse de se détériorer.

En effet, les conditions dans lesquelles vivent ces derniers se dégradent de

plus en plus, en l'absence des autorités locales qui font la sourde oreille, en dépit des multiples lettres de doléances portant essentiellement sur la réfection de la route reliant leur villa-

ge au chef-lieu de commune. "La route est impraticable à cause des nids-de-poule et des crevasses. En hiver, le réseau se transforme en véritable borborygme", nous dira l'un des habitants rencontré sur les lieux.

L'eau potable est l'autre point noir dénoncé par la population. "On a plus d'eau depuis plusieurs mois et les autorités ne daignent pas intervenir. Nous sommes obligés de parcourir plusieurs kilomètres à dos d'âne pour nous alimenter en eau des puits, alors que d'autres achètent le précieux liquide à des prix variant entre 800 et 1 000 DA", ajoute notre interlocuteur. Et d'ajouter : "Plusieurs maisons ne sont même pas raccordées au réseau d'AEP, à ce jour." Du côté de l'APC, Kamel Harizi, premier adjoint du P/APC, nous a indiqué qu'une enveloppe financière estimée à 1,5 milliard de centimes a été débloquée pour la réfection de la route, en attendant le lancement des travaux. En ce qui concerne le problème de l'eau potable, une étude est en cours pour relancer le projet du forage d'Agmoum qui va alimenter cinq villages, dont celui de Bouzeghout.

AMAR LOUCIF

GUELMA

Renouvellement de la conduite d'eau potable

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a déclaré, jeudi, à Guelma, que le gouvernement étudie, actuellement, un projet, récemment présenté par son département, portant sur l'organisation de la gestion des grands barrages du pays et sur le mode de leur financement. Lors d'une conférence de presse, organisée au siège de la wilaya à l'issue de sa visite de travail et d'inspection dans cette wilaya, M. Necib a précisé que le dossier présenté vise, essentiellement, «l'amélioration et le renforcement des moyens de gestion et d'exploitation des barrages, sur la base des normes internationales en vigueur». Le ministre a, également, indiqué que le dossier soumis au gouvernement dé-

taille «le mode d'intervention dans la modernisation des grandes infrastructures hydrauliques du pays, notamment en ce qui concerne le volet de la maintenance». M. Necib a saisi l'occasion pour évoquer le taux de remplissage des barrages, jugé, actuellement, rassurant, rappelant, à ce propos, que ce taux avait atteint, l'année dernière, 85 %. Le ministre a également déclaré qu'un deuxième dossier sera présenté, prochainement, au gouvernement, portant sur le cadre juridique de la gestion, la maintenance et la préservation des petits barrages, au nombre de 100 à travers le pays et dont la capacité de stockage oscille entre 1,5 et 4 millions de m³.

M. Necib avait entamé sa visite de travail et d'inspection, dans la wi-

laya de Guelma, par le lancement de plusieurs projets, parmi lesquels le renouvellement de la conduite principale d'alimentation en eau potable (AEP), entre Hammam Debagh et Oued Seybouse. La délégation ministérielle a également observé une halte au barrage de Bouhamdane, dont la capacité de stockage a atteint les 200 millions de m³, et qui fournit, annuellement, à la wilaya de Guelma 35 millions de m³, destinés à l'irrigation.

Dans la commune de Ouled Mekhlouf, au barrage de M'djez Bakar, M. Necib a donné son aval pour l'entame d'une opération de maintenance de cette infrastructure hydraulique avec l'augmentation de sa capacité de stockage qui devra passer de 3 à 10 millions de m³.

Alimentation en eau des établissements scolaires L'APC et la SEACO s'entendent sur un échéancier

A. Mallem

L'accord intervenu mercredi dernier en fin d'après-midi au cours de la rencontre entre l'APC de Constantine et la Seaco relatif au règlement des problèmes de coupures d'eau dans les établissements scolaires, des fuites d'eau potable et de l'assainissement dans les quartiers ainsi que l'évacuation des eaux pluviales, a suscité beaucoup de commentaires parmi la population. «Les protagonistes ont profité de la rentrée scolaire pour en faire un événement, alors qu'en réalité cela relève du travail ordinaire de chaque partie», ont fait remarquer avec sérieux les uns. En tout cas, cela n'a pas empêché le cabinet du maire de produire un communiqué dont les termes évoquent avec optimisme tous les problèmes de coupures d'eau dans les écoles, qui ne seront plus qu'un mauvais souvenir parce que «la Seaco vient de s'engager, suite à un engagement de la municipalité de régler ses dettes, à assurer l'alimentation continue des établissements de l'éducation qui étaient privés d'eau (ndlr, c'est-à-dire la majorité des 374 lycées, 262 CEM et 31 lycées que compte la wilaya, comme l'a indiqué le 2 septembre dernier dans une émission à la radio un représentant de la direction de l'éducation), à cause d'une facture de consommation impayée d'un montant de 4 milliards de centimes».

A ce propos, le représentant de l'APC,

le Dr Abderrahmane Abdaoui qui occupait l'intérim du maire au moment de la rencontre de mercredi avec le directeur général de la Seaco, M. Michel Valin, et ses collaborateurs, a affirmé : «Nous avons convenu avec la Seaco d'un échéancier pour régler cette créance que nous avons héritée de la précédente mandature de l'APC». Pour le traitement des autres problèmes de fuites d'eau potable, d'assainissement et de débouchage des avaloirs, cet élu a révélé, dans le communiqué du cabinet diffusé mercredi, dont nous avons reçu une copie, que l'APC et la Seaco ont convenu aussi de lancer, à partir du lundi 8 septembre courant, une opération conjointe au niveau de la cité Boussouf, prise comme quartier pilote, pour recenser et régler les problèmes qui se posent à la population dans les domaines de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement. Dans le même temps, il sera procédé à un inventaire des avaloirs et des réseaux d'assainissement à traiter afin d'éviter les inondations occasionnées par les chutes importantes des pluies qui surviennent généralement en début de l'automne. Malheureusement, cela ne soulève guère l'enthousiasme des Constantinois qui se montrent très déçus par le travail accompli sur ce plan. Des citoyens de Sidi Mabrouk nous ont contactés avant-hier pour dénoncer les nombreuses fuites d'eau qui continuent encore à défrayer la chronique.

CHLEF

L'eau dessalée, l'électricité et le gaz



Abbad Miloud

M. Youcef Yousfi, ministre de l'Energie et des Mines, accompagné du président-directeur général du groupe Sonelgaz ainsi que d'une importante délégation, a effectué une visite de travail ce jeudi à la wilaya de Chlef.

Il a visité l'unité de dessalement d'eau de mer, située au lieu dit Mainis dans la commune de Ténès. L'usine est implantée sur un terrain d'une superficie de 9,04 hectares, la technologie utilisée est le procédé de l'osmose inverse ; la capacité de production est de 200 000 m³/jour. Le coût total de l'investissement est de 231455479 USD. Le taux d'avancement global des travaux, à ce jour, est de 57%.

L'eau produite sera destinée à la quasi-totalité des communes et autres localités de la wilaya. L'unité devrait être en service le mois de février 2011 puis la fin de l'été 2012. Lors de cette visite, une autre date prévisionnelle a été avancée «le premier septembre 2014». Les avantages de cette unité sont nombreux : alimentation en eau indépendamment des aléas climatiques, préservation de la nappe souterraine pour les générations futures, encouragement de l'irrigation à partir des eaux superficielles etc.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité et la continuité du service pour une clientèle de plus en plus nombreuse et exigeante, il a procédé à la mise en service de deux cabines mobiles, l'une 220/60 kV à Sidi Akkacha et l'autre 60/30 kV à Ouled Farès ainsi qu'un poste électrique 60/30 kV à Ain Merane.

Au niveau de cette dernière structure, il a été présenté au représentant du gouvernement un plan de développement de transport d'électricité de la wilaya qui comprend la réalisation de six postes nécessitant un coût global de 16 milliards de dinars algériens : le poste 400/220 kV Chlef 1 qui sera mis en service en

2015, le poste 220/60 kV Chlef 2 qui sera mis en service en juin 2014, le poste 60/30 kV Ouled Farès qui sera mis en service en 2016, le poste 60/30 kV Chorfa qui sera mis en service en 2015, le poste 60/30 kV Zeboudja qui sera mis en service en 2015 et le poste 60/30 kV Tadjena qui sera mis en service dans le courant de 2015.

A la commune de Sobha, il a procédé à la mise en service de la «distribution publique nouvelle» gaz (La DPN) qui a nécessité la réalisation de 2,79 km de réseau de transport, un poste de détente, 45 km de réseau de distribution et 1557 branchements.

Il est à signaler que le taux de pénétration au niveau de la wilaya, à ce jour, est de 35% ; un taux jugé faible comparativement au taux national. Le citoyen, pour bénéficier du gaz naturel, doit réaliser à ses frais l'installation intérieure, la pose de grilles d'aération, l'achat du flexible normalisé, la conversion des appareils et le versement d'un million de centimes représentant la participation forfaitaire aux frais du branchement. La paupérisation de la population ne permet pas à la majorité des gens de s'acquitter de ces frais et en conséquence de bénéficier de cette précieuse énergie. Le paiement échelonné n'est accordé que pour le branchement.

Pour le taux de raccordement qui est à ce jour de 42%, le ministre a promis d'accorder une priorité fondamentale à la wilaya de Chlef dans les prochains programmes.

La dernière étape a été la visite d'un projet de réalisation d'une station-service autoroutière «Dahra» à Oued Sly. L'aire de service s'étend sur 15 ha dont 1 ha pour la station-service. Les travaux ont démarré le mois de novembre passé pour un délai de 18 mois. Elle comprend plusieurs structures dont un café-terrace et fast-food, des boutiques, une nurse-rie, des salles de prière (hommes et femmes), un guichet automatique de billets, un espace wifi, un parking pour véhicules légers et lourds etc.

Aïn El-Turck

A quand la reprise des travaux d'aménagement à la cité Amel ?

Initialement prévus une année auparavant, les travaux d'aménagement et de restauration de la cité Amel (350 logements sociaux), sise en plein cœur du chef-lieu de la daïra d'Aïn El-Turck, n'ont, malheureusement, toujours pas démarré et ce, au grand dam de ses locataires.

En effet, lancé par le wali d'Oran au cours du mois d'octobre 2012, ce grand projet tarde encore à voir le jour et suscite la colère et la consternation des familles de cette cité, située juste en face de l'actuel siège de la daïra. «La DUC a été chargée de la prise en charge des travaux, mais en dépit de nos multiples doléances, elle n'a jusqu'à ce jour pas honoré ses engagements. L'entreprise désignée au début par la DUC pour entreprendre les différentes opérations d'aménagement et de restauration a fait faux bond quelques jours seulement après l'entame des travaux. Le marché a été de ce fait résilié pour transgression des engagements, conformément à la réglementation en vigueur», a expliqué le chef de daïra, contacté à ce sujet. L'entreprise en question a même abandonné ses engins durant huit mois sur les lieux, qui ont constitué un véritable danger pour les locataires et les enfants particulièrement.

Ce malheureux état de fait se répercute, cependant, de manière négative sur le cadre de vie et l'environnement des locataires de cette cité populaire, qui abrite 350 familles. Ces dernières sont, en effet, confrontées à de moult désagréments parmi lesquels ils citent, en vrac, l'inondation des caves par les eaux usées, source de nuisances et de maladies à transmission hydrique et lieux de reproduction de rats et de toutes espèces d'insectes.

L'absence de l'éclairage public, le déplorable état de la voirie et celui du réseau d'assainissement figurent, entre autres, parmi les dures contraintes, vivement décrites par les locataires, problèmes qui sont à l'origine de la dégradation des conditions de vie dans cette cité, réceptionnée au cours du mois de janvier 1985 et n'ayant jamais fait l'objet depuis d'une quelconque opération de restauration. «La situation dans notre cité se dégrade à vue d'œil et va encore crescendo au fil des jours. Nous avons accueilli avec un grand soulagement l'annonce du lancement d'une opération d'aménagement l'année écoulée mais, malheureusement, nous avons rapidement désenchanté en constatant que les travaux, qui peinaient

à démarrer, se sont subitement arrêtés», a commenté, vraisemblablement outré, un père de famille, domicilié dans cette cité depuis plus de dix années. Il importe de signaler, dans ce registre, qu'un apport d'un montant de huit milliards de centimes a été alloué par la wilaya d'Oran pour financer les travaux du projet d'aménagement et de restauration dans cette cité, qui est désormais loin de refléter l'image de sa dénomination de cité de l'espoir (Amel).

Le chef de daïra a souligné encore qu'il «revient à la DUC de désigner une autre entreprise en remplacement à celle qui a été défaillante pour prendre en charge ce grand projet d'utilité publique». Toujours est-il que pour réclamer un terme à leur long calvaire, les familles locataires, qui redoutent la saison des pluies, synonyme d'inondations et moult désagréments, interpellent une fois de plus le wali, qui a, notons-le, donné le coup de starter des travaux d'aménagement dans leur lieu de résidence, au cours du mois d'octobre 2012, lors d'une visite d'inspection des chantiers en voie de réalisation dans cette daïra côtière.

Rachid Boutlélis

يوسف يـعترف بتأخر الربط بالغاز الطبيعي بالشلف اقتراح تدابير لتوفير مياه الشرب في حال حدوث أعطاب بمحطة التحلية

بعين مران، ويعين المكان أعرب الوزير عن رضاه بخصوص الانجازات المحققة في القطاع، كاشفا أن القطاع سيتدعم مستقبلا بمثل هذا النوع من التجهيزات التي من شأنها أن تساهم في تحسين نوعية توزيع الطاقة الكهربائية، مضيفا أن التدبـب المسجل خلال السنوات الأخيرة لاصيما خلال فترات درجات الحرارة العالية سيتم القضاء عليه.

ومن جهة أخرى، صرح الوزير على هامش حفل تشغيل شبكة الغاز الطبيعي لفائدة 1557 بيتا عائليا بمدينة صبيحة أنه خلافا للطاقة الكهربائية، يسجل بولاية الشلف تأخر معتبر في مجال ربط المواطنين بالغاز الطبيعي.

وفي هذا السياق، كشف السيد يوسف عن مشروع ربط، مستقبلا، 24 ألف منزل عائلي بشبكة الغاز الطبيعي في إطار البرنامج الخماسي، مشيرا إلى أن مجهودات جارية تبذل من أجل بلوغ ولاية الشلف المعدل الوطني في هذا المجال. (و أ)

حث وزير الطاقة والمناجم، السيد يوسف يوسف، أول أمس الخميس، مسؤولي المتعامل المكلف بإنتاج محطة تحلية مياه البحر بمايتيس، 60 كلم شمال الشلف، على التفكير في تدابير عاجلة من شأنها ضمان تواصل تزويد السكان بالماء الشروب في حالة تسجيل أعطاب تقنية غير متوقعة.

وخلال زيارة العمل والتفقد التي قامت الوزير إلى ولاية الشلف، قدمت له شروحات واقية عن مخزون المياه المتوفر لدى محطة مايتيس وقدرتها على ضمان تزويد المنطقة بهذه المادة الحيوية، مع العلم أن المشروع يعرف تأخرا. ويتوقع تسليمه شهر سبتمبر 2014، في الوقت الذي تعمل عليه السلطات المحلية لضمان إنتاج 200 ألف متر مكعب في اليوم لتموين 31 بلدية من أصل 35 عبر الولاية.

وكانت الزيارة فرصة من أجل تشغيل محطتين متنقلتين لتحويل الطاقة الكهربائية بكل من سيدي عكاشة وأولاد فارس بالإضافة إلى تشغيل مركز كهربائي

برج بوعريريج تجديد قنوات الصرف الصحي بالمدينة

كشفت مديرية الري بولاية برج بوعريريج، أنه تم تخصيص غلاف مالي معتبر في إطار البرنامج القطاعي، لتجديد قنوات الصرف الصحي المتواجدة بمدينة برج بوعريريج، مفيدة أنها قد أنهت مؤخرا دراسة مناقشة مشروع يخص إزالة 05 نقاط سوداء بمناطق عمرانية، تضم شبكة صرف مياه الأمطار قديمة ومهترئة، ويتعلق الأمر بكل من حي 500 مسكن، العمارات المتواجدة بالقرب من ملعب 20 أوت إلى جانب السكنات المجاورة لمقر الولاية القديمة بحي لاقتراف وحي السوق وكذا حي عبد المؤمن.

وقد كلف هذا المشروع التطهيري ميزانية البلدية 6 ملايين سنتيم. وتهدف هذه الالتفاتة من قبل الجهات الوصية، إلى إنهاء متاعب ومشقة السكان، خاصة المشاكل الناجمة مع كل تساقط للأمطار وإزالة مخاوفهم من تسرب المياه إلى منازلهم نتيجة غياب البالوعات على مستوى الطرقات المجاورة تارة، وكذا اهترائها وانسدادها - إن وجدت - تارة أخرى، الأمر الذي أدى إلى تشكل برك موحلة تصعب تنقل المارة وحركة المركبات، مما دفعهم إلى الاستنجاد بالهيئات المتخصصة بالولاية التي استجابت لهذا الانشغال.

♦ بلال أوصيف

DESSALEMENT D'EAU DE MER

Mesures d'urgence en cas d'arrêt technique de la station de Mainis à Chlef

Le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, a invité jeudi l'opérateur chargé de la réalisation du projet de station de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Mainis (60 km au nord de Chlef) à prévoir des mesures d'urgence devant assurer la continuité de l'alimentation en eau potable de la population locale en cas d'arrêt technique de la SDEM ou tout autre défaillance.

LE MINISTRE, en visite de travail et d'inspection dans la wilaya, s'est informé également à la SDEM sur les réserves de stockage existantes et leur capacité à assurer la sécurité en matière d'alimentation en eau potable. Lancé en réalisation en 2009,



ce projet dont les délais de livraison ont été fixés à 24 mois, enregistre un retard de plus de deux années. Sa livraison est prévue, selon les explications fournies au ministre, pour le 1er septembre 2014. D'une capacité de 200.000 m³/jour, cette future station est destinée à l'approvisionnement en eau potable de 31 communes sur les 35 que compte la wilaya de Chlef, tandis que les 4 autres communes, à savoir Beni Houa, Oued Goussine,

Breira et Beni Bouateb, le seront à partir du barrage de Kef Dir, en cours de réalisation à Damous dans la wilaya de Tipasa.

Lors de cette visite qui a donné lieu également à la mise en service à Sidi Akkacha et Ouled Farès de deux cabines mobiles de transformation d'énergie électrique et d'un poste électrique à Ain-Mérane, le ministre s'est déclaré satisfait des progrès réalisés dans le domaine. Ces nouveaux équi-

pements, à l'impact avéré sur l'amélioration de la distribution de l'électricité, seront suivis par la réalisation d'autres équipements similaires en 2014, a-t-il indiqué, ajoutant que les perturbations enregistrées ces dernières années, notamment durant la période des grandes chaleurs, seront totalement prises en charge.

Contrairement à l'alimentation en énergie électrique, la wilaya de Chlef accuse des retards importants en matière d'alimentation de la population en gaz naturel, a fait remarquer, par ailleurs, le ministre, lors d'une cérémonie de mise en service, à Sobha, du réseau de gaz au profit de 1 557 foyers. Dans ce contexte, 24 000 foyers supplémentaires bénéficieront du gaz naturel dans le cadre du programme quinquennal, a affirmé M. Yousfi, ajoutant que des efforts seront consentis pour permettre à la wilaya d'atteindre le taux national.

Actuellement, 57 000 foyers sont raccordés au réseau de gaz naturel dans la wilaya, qui compte un parc immobilier de 193 936 logements.

Mokhtari N.

مجرد انتقام من قبل رئيس البلدية الذي لم وزير الموارد المائية يمنح غلافا ماليا بأكثر من مليار دينار لمدن قائمة المعرضة للفيضان ضائعات ويكشف مشروع وطني لإنشاء مؤسسات مصغرة للاستثمار في قطاع الموارد المائية

كبيراً يوفّر كميات معتبرة من مياه الشرب عبر تراب لولاية، يهشده الوزير حينها على ضرورة إنهاء المشاريع التنموية في أقالها المحددة مع مراعاة النوعية في الإنجاز للحد من انقطاعات المياه المتكررة ما يصعب من حياة المواطن. السيد حسين نسيب كان أكد منح مبالغ مالي تجاوز المليار دينار موجه بالأساس إلى مدن قائمة الأكثر عرضة لخطر الفيضانات باعتبار أن المنطقة ذات مناخ متقلب وتتعرض كثيرا للأمطار الفجائية الرعدية التي قد تساعد على إغراق بعض المدن في المياه والأحوال. النقطة الأهم في زيارة وزير الموارد المائية لقائمة الخميس كانت عندما كشف نسيب عن اتفاق بين وزارته ووزارة التضامن من أجل إنشاء مؤسسات مصغرة مهمتها الاستثمار في قطاع الموارد المائية وتقوم بتطهير وجهر وتنظيف البالوعات وغيرها من الأشغال التي لا تقدر الجزائية للمياه وحدها على تسييرها والتحكم فيها بالنظر إلى العمل الكبير الذي تقوم به من أجل ضمان خدمة التزود بالمياه الصالحة للشرب، وهو المشروع الذي بإمكانه تطوير القطاع بشكل كبير إذا ما أحسن استغلاله

نبيل ب

حل وزير الموارد المائية السيد حسين نسيب الخميس بقائمة في زيارة عمل وتفقد لعدد من الهياكل والمشاريع التابعة لقطاعه والتي تتركز أساسا على تحسين خدمة التزود بالمياه وتطوير القطاع في ظل المتغيرات الراهنة ما يزيد الحاجة إلى المياه ونوعيتها. السيد نسيب وفي أهم برنامج زيارته لقائمة تفقد مشروع سد بوهمدان والجهود المبذولة لحمايته من التلوث باعتباره مشروعا

مستقبل مياه الشرب بالمسيلة مرهون بالتحويلات الكبرى

من المنتظر أن تستفيد ولاية المسيلة من التحويلات الكبرى لمياه الشرب بعد أن كانت غير معنية بذلك، حيث كشفت زيارة الوزير الأول مؤخرا أن المسيلة في حاجة ماسة إلى مثل هذه المشاريع للقضاء على أزمة مياه الشرب في مختلف مناطق الولاية، كما تم التشديد على أهمية التوجه إلى المشاريع التي تستهدف استغلال المياه السطحية.

RESSOURCES EN EAU

Hocine Necib met les bouchées doubles

PLUSIEURS projets en cours d'étude par le gouvernement.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À GUELMA
■ IDIR TAZEROUT

Depuis la wilaya de Guelma, le ministre des Ressources en eau a révélé un projet récemment présenté par son département portant sur l'organisation de la gestion des grands barrages du pays et sur leur mode de financement. Un projet que le gouvernement étudie actuellement.

Ce n'est pas rien, puisque M. Necib a précisé que « le dossier présenté vise essentiellement l'amélioration et le renforcement des moyens de gestion et d'exploitation des barrages sur la base des normes internationales en vigueur ». Lors d'une conférence de presse organisée au siège de la wilaya à l'issue de sa visite de travail et d'inspection dans cette wilaya, le ministre a également indiqué que le dossier soumis au gouvernement détaille « le mode d'intervention dans la modernisation des grandes infrastructures hydrauliques du pays, notamment en ce qui concerne le volet de la maintenance ». M. Necib a saisi l'occasion pour évoquer le taux de remplissage des barrages, jugé actuellement « rassurant », encore plus, selon lui, car ce taux avait atteint l'année dernière les 85%, ce qui représente un record historique. Le ministre a également déclaré qu'un deuxième dossier sera présenté « prochainement » au gouvernement, portant sur le cadre juridique de la gestion, la maintenance et la préservation des petits barrages, au nombre de

100 à travers le pays et dont la capacité de stockage oscille entre 1,5 et 4 millions de mètres cubes. M. Necib avait entamé sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Guelma par le lancement de plusieurs projets, parmi lesquels le renouvellement de la conduite principale d'alimentation en eau potable (AEP) entre Hammam Debagh et Oued Seybouse. La délégation ministérielle a également observé une halte au barrage de Bouhamdane, dont la capacité de stockage a atteint les 200 millions de m³, et qui fournit annuellement à la wilaya de Guelma 35 millions de m³ destinés à l'irrigation. Dans la commune de Ouled Mekhlouf, au barrage de M'djez Bakar, M. Necib a donné son aval pour l'entame d'une opération de maintenance de cette infrastructure hydraulique avec l'augmentation de sa capacité de stockage qui devra passer de 3 à 10 millions de m³.

Enfin, il est à retenir que M. Necib va s'attaquer à l'un des projets les plus importants et les plus vitaux de ce secteur. Dans ce sens, c'est tout une mégastratégie qui est mise en place pour désenvaser les barrages. Selon lui, « actuellement il y a 15 barrages envasés dont une dizaine jugés très envasés ». Un autre défi auquel M. Necib s'adonne sereinement puisqu'il faut dire qu'il n'est pas le seul à le mener. Car par hasard, le jour même, à Alger, la Direction générale des forêts (DGF), organisait une journée d'étude où il était question justement du problème du désenvasement. « La revégétation, une nouvelle technique de créa-

tion d'espaces verts pour la lutte notamment contre l'envasement des barrages et la protection des zones steppiques », est l'un des thèmes présentés. Cette nouvelle technique, proposée par une société américaine de droit algérien, consiste à mettre en place en premier lieu une structure métallique qui sera enduite d'un produit favorisant l'adhésion des végétaux avant d'être recouverte de gazon, a expliqué le représentant de cette société M. Yazid Amroun.

Une méthode qui a pour avantage de favoriser l'apparition de végétations et le prolongement de la durée de vie des barrages en retardant leur envasement, comme elle peut fournir de l'alimentation pour le bétail, a-t-il souligné. Pour l'inspecteur général de la DGF, Abdallah Ahmed, l'objectif de l'organisation de cette rencontre qui a regroupé notamment des chercheurs et des représentants des ministères des Ressources en eau et des Travaux publics, est de discuter de cette nouvelle méthode et de sa faisabilité en Algérie. Pour lui, l'Algérie, un pays confronté aux problèmes de l'érosion hydrique et éolienne devrait opter pour cette nouvelle méthode à même de protéger les bassins versants des barrages et prévenir leur envasement. A titre d'exemple, parmi les sites les plus indiqués pour bénéficier de cette technique, il a cité les barrages de Béni Haroun (Mila) et de l'Oued Mina (Relizane).

Sur l'ensemble des barrages algériens, l'envasement représente 800 millions de mètres cubes d'eau.

I. T.

LE MINISTRE DES RESSOURCES EN EAU DANS LA WILAYA DE GUELMA

Améliorer la gestion pour satisfaire les besoins

Le ministre des Ressources en eau, M. Hocine Necib, a effectué, jeudi, une visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Guelma pour s'enquérir de l'état d'avancement des projets et infrastructures hydrauliques en cours de réalisation, mais aussi le lancement d'autres ouvrages pour renforcer les capacités en eau potable de cette région de l'Est algérien.

De notre envoyée spéciale : Samia D.



En effet, accompagné du wali de Guelma et d'une importante délégation de cadres et responsables relevant de son département, le ministre s'est rendu dans plusieurs communes et localités où il a procédé à la pose de la première pierre de plusieurs projets d'ouvrage s'inscrivant dans le cadre du désenclavement de celles-ci et la lutte contre les disparités dans la distribution de la ressource en eau. La 1^{re} escale sera la commune d'Héliopolis et plus exactement, à Hammam Bradas où il lui sera présenté un exposé sur la réhabilitation de l'ancien système d'ARF de la ville de Guelma. Dans cette localité, il a inauguré le projet partiel de rénovation de la conduite d'adduction Hammam Bradas-Ront Seyhoune et a procédé à la pose de la 1^{re} pierre du projet d'achèvement de l'ouvrage en question. Le chargé du secteur exhortera les maîtres d'ouvrage à accélérer le cadence des travaux et de se doter d'un schéma directeur qui permettra d'augmenter les potentialités existantes, rassurant la population de la disponibilité de l'eau potable qui sera distribuée en H24 d'ici 2014.

Il affirmera ainsi que la priorité sera donnée à la rénovation et l'adduction et des études seront incessamment lancées pour densifier le réseau d'ARF. Par la même occasion, le ministre exhortera les responsables des établissements sous sa tutelle à mettre le paquet sur l'amélioration de la gestion pour rentabiliser les projets initiés et répondre ainsi aux besoins de la région. Ce projet, inscrit dans le cadre du programme d'investissement 2010-2014, qui touchera Héliopolis, Bouchebouf, Djellaba, Khmissi et quatre autres localités dont le coût s'élève à 13,3 million de dinars, sera livré dans les huit prochains mois. Dans la même commune, il posera la 1^{re} pierre pour la réalisation d'une subdivision des ressources en eau, avant de se déplacer à Hammam Debagh où il visitera le barrage de la

région le barrage de Bouhamdène et le projet d'extension de la station de traitement du même barrage dont la capacité de production sera doublée. Il s'agit du barrage Koudiat Harricha d'une capacité de 26 millions de m³, dont 10,6 millions par an, destinés à l'irrigation du périmètre de l'Oued Charef, dont le taux d'avancement se situe autour de 65%, plus loin et à 20 km du chef-lieu de wilaya, le chargé du secteur inspectera le barrage de Hammam Debagh, construit dans les années 80 qui assure 16 millions m³ par an pour

l'alimentation de la région en ARF et 35 millions pour les besoins de l'irrigation à Bouchebouf. Une infrastructure qui sera placée selon le ministre à partir de 2015 parmi les priorités de la wilaya.

Le premier responsable du secteur a poursuivi sa visite en se dirigeant vers la commune de l'Oued Znati où il a inspecté le projet de curage et d'aménagement

de l'oued, lancé dans le cadre du programme de consolidation de la croissance économique 2015-2019, qui entame sa deuxième tranche. Ce projet, réalisé en 2009, appelé à protéger la ville des inondations pour lequel est consacré 1 milliard de dinars, sera renforcé par d'autres projets et enveloppes budgétaires pour mettre les populations à l'abri des inondations.

Le ministre des Ressources en eau a annoncé qu'à partir de l'année prochaine, avec la réception des projets en cours, aucune excuse n'est tolérable pour l'amélioration du service public qui reste la principale préoccupation de son secteur.

La commune de Oued Melkhouf et Boudjerah ne seront pas en reste de la visite du ministre qui s'est rendu au barrage de Medjez Eguare et où il a posé la 1^{re} pierre du projet de protection contre les inondations et la visite du site qui accueillera la digue du barrage Koudiat Harricha sur l'Oued Charef et la réseau collinaire de la deuxième. Il faut signaler aussi que la commune de Guelma a été concernée par la visite d'inspection et de travail du ministre puisque le bâtiment d'eau, la station d'épuration de la ville de 200 000 habitants, ainsi que le réservoir de Djebel Helouf ont été inspectés et pour les projets, le chargé du secteur à la pose de la 1^{re} pierre d'un réservoir d'une capacité de 1.000 m³.

S. D.

MEILLEURE EXPLOITATION DES BARRAGES

Le dossier soumis au gouvernement

Lors de la conférence de presse animée en marge de la visite d'inspection dans la wilaya de Guelma, le ministre des Ressources en eau a annoncé que la wilaya passera, à partir de l'année 2014, à une alimentation en eau potable H24 et se dotera ainsi des équipements nécessaires pour réaliser cet objectif, rappelant que des efforts sont consentis par son département dans ce sens. Il affirmera, en effet, qu'un accord a été conclu, en 2012 avec le ministère de l'Energie et des Mines pour reclasser les installations et les équipements hydrauliques au même seuil des établissements hospitalier, en cas de délestage électrique, sachant que les coupures d'électricité coûtent très cher au secteur et elles sont pénalisantes. Il rappellera que les coûts, durant la saison estivale, ont chuté, comparés à l'année passée, à la faveur de cet accord. Il soutiendra, en outre, que la montée en H24, dans la wilaya de Guelma n'est pas une utopie d'autant plus que la ressource existe. Il suffit, selon le ministre d'améliorer la gestion et surtout remédier au taux très élevé de perte d'eau, dû à la vétusté du réseau d'AEP. M. Necib s'est dit optimiste quant à la faisabilité de la chose, avec tous les programmes lancés au niveau de la wilaya qui augmenteront les capacités et les potentialités de celle-ci. Il tiendra à préciser que les infrastructures existent, mais souvent l'on est confronté



au problème de maintenance et d'entretien, en raison de l'absence d'un cadre juridique pour gérer de manière plus efficace et approfondie ces ouvrages hydrauliques qui enregistrent un taux de remplissage actuellement de 84%, un seuil jamais atteint qui nous mettra en sécurité durant les deux prochaines années.

Le ministre citera toutefois le problème d'envasement qui touche 15 barrages, d'où, aujourd'hui, l'importance de l'entretien. Un dossier, dira-t-il, est déposé auprès du gouvernement. Il mise sur la réhabilitation de ces ouvrages avec une place de choix à leur maintenance pour mieux les exploiter. Il insiste sur les efforts engagés par l'Algérie, à la faveur

des orientations du Président de la République pour lutter contre le stress hydrique que nous avons connu en 2002. Le ministre qui évoquera toutes les dispositions prises pour valoriser la ressource, construction d'ouvrages, des interconnexions et des stations de dessalement de l'eau de mer, estimera qu'il est nécessaire de sécuriser nos barrages à travers des techniques et des instruments adaptés à mettre en place pour les rentabiliser. Le premier responsable du secteur s'expliquant sur la préservation des villes contre les inondations et les débordements des oueds, il est indispensable de ne pas négliger l'entretien et l'assainissement des oueds, car les investissements à eux seuls ne suffisent pas, d'où la création de deux subdivisions des ressources en eau, au niveau d'Héliopolis centre et de la commune de Houari-Boumediène.

« Il faut des campagnes de curage et de recalibrage annuelle des oueds », dira-t-il avant d'ajouter que d'ici 2014, les communes seront dotées d'une cartographie des inondations et d'un système d'alarme, via le satellite qui permettra de prévenir ces catastrophes deux à trois heures avant la survenue des inondations. S'exprimant sur la prolifération de marques des eaux minérales, il notera que les concessions sont accordées par son ministère, mais pour la conformité et la qualité de celles-ci, relèvent des services de contrôle du ministère du Commerce.

S. D.

DEVELOPMENT

Naama Province Gets Moving



Ph. : T. Koudabsh

Prime Minister Abdelmalek Sellal, wind up a working visit to Naama (south-west of Algiers), where he toured various development projects. On the spot, prime minister rushed in building field to witness work progress made in the construction of 1,250 housing units in various programs, in the communes of Mecheria and Ain Sefra. In the commune of Mecheria, Sellal inspected the state of progress of the completion of 350 public rental housings (LPL), as part of the Office of the Real Estate Promotion and Management (OPGI). The program intends to reduce precarious housing, at the urban center of Sidi Merbouh at the southern entrance to the city of Mecheria. Budgeted at an investment of DZD825 million, the project, which achieve-

ment was entrusted since May 2012 with the State Owned Construction Company ENCO-TREB (El-Rayadh), over 24 months, reached a 45 % progress rate and should generate, during the construction, more than 1,000 temporary jobs. Another site of 100 promotional assisted housing under the OPGI, for a budget of DZD244 million, has been also inspected by the Prime Minister in the municipality of Mecheria. Launched in last March, this site, which works reached 30% progress rate, will be delivered by the end of 2013. Sellal then headed to the municipality of Ain Sefra (70 km south of Naama), where he inspected the DZD233million budget project of building 100 public rental housings, launched late August. M. B.

Station de dessalement d'eau de Ténès

Elle alimentera 31 villages de la wilaya de Chlef

Le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, a demandé jeudi dernier à l'opérateur chargé de la réalisation du projet de station de dessalement d'eau de mer de la localité de Maïnis à la sortie ouest de la ville de Ténès, distante de 60 km du chef-lieu de la wilaya de Chlef, à prévoir des mesures d'urgence afin d'assurer la continuité de l'alimentation en eau potable de la population locale en cas d'imprévu technique de la station.

Par Ali A.

M.YOUSFI a demandé également des informations sur la capacité des réserves de stockage afin d'assurer la sécurité en matière d'alimentation en eau potable. D'une capacité de 200 000 m³/jour, cette future station alimentera la population de 31 communes sur les 35 que compte la wilaya de Chlef en eau potable. Les quatre communes restantes à savoir

Beni Houa, Beni Bouateb, Oued Goussine et Breira, seront alimentées à partir du barrage Kef Dir, en cours de réalisation à Damous dans la wilaya de Tipasa. Le projet lancé en 2009 qui devait être réceptionné après 24 mois, accuse un flagrant retard estimé à plus de deux ans. La firme espagnole, qui a repris les travaux, a confirmé au ministre que la réception de la station aura lieu au plus tard le mois

d'août 2014. Le ministre de l'Energie qui s'est rendu dans les communes de Sidi Akkacha et Ouled Farès pour la mise en service de deux cabinets mobiles de transformation d'énergie électrique respectivement de 220/60 KV, suivie de la 70/30 KV et un autre poste électrique de 60/30 KV dans la commune d'Aïn Merane. Pour ce qui est du gaz naturel, la wilaya de Chlef accuse un grand retard

quant à l'alimentation de la population en ce produit par rapport à la moyenne nationale, a déclaré le ministre lors de la cérémonie de la mise en service du réseau de gaz dans la commune de Sobha pour l'alimentation de 1557 foyers. Le représentant du gouvernement a affirmé que des efforts seront déployés pour permettre à la wilaya de Chlef d'atteindre la moyenne nationale. Par

ailleurs, 24 000 foyers seront raccordés en gaz naturel dans le cadre du programme quinquennal en cours. En somme, le ministre semble satisfait de la couverture en gaz naturel qui est de 95%. La dernière halte de la visite du ministre de l'Energie était le projet de réalisation de la station de service de l'autoroute au niveau de Oued Sly qui verra sa réception en août prochain.

A. A.

UNE SOLUTION INNOVANTE POUR FAIRE POUSSER LE GAZON

Alternative à l'envasement et à l'érosion

Des solutions innovantes pour la lutte contre l'érosion et la revégétalisation par la méthode de l'ensemencement hydraulique seront bientôt testées dans notre pays. Une technique qui, si elle venait à être appliquée, serait, pour paraphraser l'inspecteur général de la Direction générale des forêts, « la révolution verte ». « C'est l'agriculture de demain », a estimé Abdellah Ahmed lors de la présentation de cette technique, jeudi dernier, au siège de la DGF.

Pour permettre de couvrir rapidement les grandes et petites surfaces, la méthode de la revégétalisation par l'ensemencement

constitue un excellent remède aux problèmes de l'érosion, mais aussi à la stabilité du sol post-incendie. Son initiateur ? Une boîte américaine de droit algérien, « Global Eco Solutions » dont le représentant en Algérie a expliqué en détails les mérites. « Elle a fait ses preuves dans tous les pays où elle a été expérimentée comme c'est le cas en Arabie saoudite où le gazon a résisté à une température de 45° », a expliqué Yazid Amroune qui souligne que la protection de l'environnement et de la faune constitue l'un des défis de l'entreprise.

La technique, en question, consiste à fixer une structure métallique mélangée à un produit fa-

vorisant l'adhésion des végétaux sur le sol à couvrir en gazon. Un mois plus tard, la surface est toute verte.

La méthode peut être appliquée aussi bien autour des barrages d'eau que dans les parages des chantiers pour éviter la poussière ou encore dans n'importe quel espace vert. « La première des choses que nous réalisons avant tout est d'étudier la qualité du sol pour voir quels matières végétales utiliser », note Yazid Amroune, mais avant d'opter pour cette technique, les pouvoirs publics ne veulent pas se précipiter et préfèrent juger sur pièces. « Nous allons effectuer des opérations pilotes dans certains

sites de bassins versants tels Beni-Haroun à Mila et Oued Mina à Relizane ainsi que dans les zones steppiques, mais une chose est sûre, nous sommes à la recherche d'une solution à la fois économique et écologique qui doit être acceptée par les populations », a indiqué l'inspecteur général de la direction générale des forêts, assurant que cette méthode fera augmenter la durée de vie des barrages en retardant leur envasement. Abdellah Ahmed qui rappelle que l'Algérie est grandement exposée à l'érosion hydrique eu égard au nombre important de barrages qui y sont implantés affirme qu'il est nécessaire de protéger les bassins

versants et de stabiliser le sol. Aussi, la revégétalisation par la méthode de l'ensemencement hydraulique est perçue comme une bonne opportunité pour assurer l'alimentation de notre bétail et, par la même, contribuer dans la sécurité alimentaire. « Finalement, tout est lié, si le gazon pousse bien et rapidement, ceci contribuera à la réussite du projet de création des 10.000 unités fourragères pour le bétail lancé par le ministère de l'agriculture », a relevé l'inspecteur général de la DGF qui assure que la priorité de cette technique sera donnée aux barrages versants et aux zones steppiques.

S. A. M.

hydraulique

NOUVELLE SOLUTION DE LUTTE CONTRE L'ÉROSION ET L'ENVASEMENT DES BARRAGES

Six projets pilotes seront lancés incessamment

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural à travers la Direction générale des forêts a décidé de lancer une nouvelle méthode de lutte contre l'érosion et l'envasement des barrages. Six projets pilotes seront bientôt lancés au niveau des bassins versants et les zones écopiquées.

Salima Akkouch - Alger (Le Soir) - La revégétalisation est une nouvelle technique de création d'espaces verts qui permet entre autres de lutter contre l'érosion et l'envasement des barrages en leur offrant une durée de vie plus longue.

C'est ce qu'a expliqué, jeudi, Abdelhak Ahmad, inspecteur général à la Direction générale des forêts (DGF), lors d'une journée d'étude sur le thème «revégétalisation par la méthode de l'ensemencement hydraulique». Selon ce dernier, cette nouvelle technique qui consiste à créer

rapidement une couverture végétale permanente, qui a déjà fait ses preuves ailleurs, «sera une vraie révolution verte si elle est amenée à être homologuée en Algérie».

Cette nouvelle technique est au stade de maturation, dit-il, et une feuille de route sera mise en place pour son lancement prochain.

Pour M. Abdelhak, cette méthode est «une nécessité absolue». Il a expliqué que l'Algérie est exposée à deux types d'érosion : éolienne et hydrique.

En raison, dit-il, de nombreux ouvrages hydrauliques,

plus de 80 barrages, que compte le pays et vu les sommes colossales investies dans leur réalisation, leur protection est une nécessité.

Cette méthode qui consiste à planter des tapis végétaux permet le prolongement de la durée de vie des barrages en retardant leur envasement, comme elle peut fournir de l'alimentation pour le bétail, a souligné ce responsable.

Global Eco Solution, société américaine de droit algérien, initiatrice du projet, a expliqué que la revégétalisation qui est réalisée par la méthode de l'ensemencement hydrique est une technique qui a pour but la création d'une couverture végétale permanente qui vise à réduire la flux superficial de l'eau, la réduction du battant de l'eau, la création



Photo : Oued Sét

Objectif, prolonger la durée de vie des barrages.

d'une couverture de base, la reprise des travaux à l'impact élevé, réduisant ainsi l'impact dans le paysage. C'est aussi une solution pour prévenir les glissements de terrain, la gestion des eaux de ruissellement et la protection des zones écologiquement sensibles dans les

heures critiques après un incendie de forêt.

Soulignons que la technique de la revégétalisation offre un espace vert dans une période ne dépassant pas un mois tout en permettant une durée de vie de 18 mois des surfaces implantées sans arrosage même

sous une température de 45 degrés.

Selon l'inspecteur général de la DGF, les sites pilotes concernés par cette technique sont, entre autres, les barrages de Béni Haroun (Mila) et de l'Oued Mina (Relizane).

S.A.

HYDRAULIQUE

Le dossier des grands barrages à l'étude

Le ministre des Ressources en eau était jeudi dernier à Guelma, où il a soulevé essentiellement le problème d'aménagement et de gestion des barrages en Algérie.

«J'ai introduit le premier dossier des grands barrages au niveau du gouvernement, qui est en cours de traitement, afin de définir le mode de financement pour couvrir les coûts de l'exploitation et de

l'entretien» a-t-il déclaré. Selon le premier responsable du secteur, dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable, d'importants efforts doivent être poursuivis pour mobiliser les ressources financières et mettre en œuvre les actions entreprises afin d'assurer une bonne gestion et préserver les ressources. Abordant le cas du barrage M'djez Labgarre, dans la wilaya de Guelma,

Hocine Necib a indiqué qu'«une équipe d'experts avait été envoyée pour évaluer les problèmes apparents sur le déversoir, et situer ensuite l'urgence d'intervention.

En matière d'apport, il est possible de le soulever de quelques dizaines de mètres pour augmenter sa capacité, et c'est le ministère qui va le prendre en charge».

Noureddine Guergour

PROJETS DU HCDS À LAGHOUAT

Plus de 500 emplois générés

PLUS DE 500 EMPLOIS ont été générés par les chantiers inscrits au titre des programmes du Haut-commissariat au développement de la steppe (HCDS), a-t-on appris auprès des responsables de cet organisme. Retenus au profit des populations des régions rurales et steppiques relevant des différentes communes, ces emplois, permanents et temporaires, portent sur la mise en défens de zones pastorales, la plantation d'arbustes pastoraux, ainsi que la réalisation d'ouvrages hydrauliques. Les projets du HCDS en cours d'exécution portent sur la réalisation de près de 200 000 hectares de réserves pastorales, sur un programme global de 800 000 ha accordé à la wilaya de Laghouat dans le cadre de l'actuel plan de développement quinquennal (2010-2014). La même source fait état de la poursuite des travaux d'ensemencement de plantes pastorales sur 10 000 ha et de la réhabilitation, en cours, de points d'abreuvement à travers différentes régions, dans le but de mettre en valeur les activités d'élevage. Selon la Conservation des forêts de la wilaya, 36 opérations, d'un investissement global de 914 millions de dinars, avaient été retenues pour la wilaya entre 1999 et 2009. Ces opérations visent à lutter contre le phénomène de la désertification menaçant quelque 75 % de la surface globale de la wilaya.

APS & R. R.

Les citoyens d'Ammi Moussa soulagés en matière d'approvisionnement en eau

Dans le cadre des projets réalisés par le service de l'hydraulique, et d'après les services de l'APC, la commune d'Ammi Moussa a bénéficié d'une enveloppe pour la réalisation d'un forage et de réservoirs d'eau. Les travaux qui seront achevés vers la fin de cette année, ont débuté par la réalisation d'un abri de forage à Ammi Moussa. Ainsi, l'eau qui sera pompée, sera acheminée grâce à deux sta-

tions de refoulement dont l'une est située au village Bougheidène et l'autre au village Senainia.

Ce projet en cours de réalisation, comprend aussi trois réservoirs.

Le réservoir de tête, d'une capacité de 1 000 m³, en voie de réalisation entre Bougheidène et Senainia. Le deuxième, de 200 m³, à quelques dizaines de mètres du premier. Et le troisième, d'une

capacité de 500 m³, qui servira aussi de réservoir de distribution, sa construction se fait au lieu dit Aïn Tarik.

Ce forage est réalisé pour renforcer la distribution d'eau potable pour une partie de la commune d'Ammi Moussa, à savoir les villages Bougheidène et Senainia, l'ancien village chef-lieu de la commune ainsi que Bouardia, Merania. Selon les services de la mairie d'Ammi Moussa. «Cela ne veut

pas dire que les villages qui bénéficieront de cette eau qui arrivera du forage d'Ammi Moussa seront privés de l'eau captée à partir de la montagne depuis 1990. Ce forage permettra de renforcer le réseau AEP de la commune». Avec la réalisation de ce projet, les citoyens de ladite localité seront énormément soulagés et ne ressentiront plus de crise d'eau, surtout en été.

A.L

تيارت مياه الحنفيات مختلطة بالمازوت في السوق

● فوجئ سكان الحي القروي بمدينة السوق بسيلاّن مياه من حنفياتهم مختلطة بمادة المازوت والتي لا يمكن استهلاكها نظرا لما قالوا أنها ممزوجة بكميات كبيرة من هذه المادة.

وبحسب مصدر محلي، فإن هذه الوضعية دفعت بالمواطنين إلى اقتناء ماء الشوب من مصادر أخرى بعيدة عن الحي، فيما ذهب البعض إلى الحديث عن نقل طفل إلى المستشفى جراء استهلاكه للمياه المخلوطة بالمازوت، وهو ما استبعد أحد مسؤولي الجزائرية للمياه الذي كشف عن إرسال وفد من المؤسسة إلى عين المكان للتحقيق في مصدر التلوث الذي قد يكون محطة توزيع وقود قريبة أو ميكانيكي أو ما شابه ذلك. أوضح أن مثل هذه الحوادث كثيرة الحدوث على حد قوله.

تيارت، م. راج

تزويد الابتدائيات بالمياه مرتبط بتسديد بلدية قسنطينة لديونها

المؤسسات بداية الموسم الدراسي القادم ودون انقطاع. وبالمقابل ستلتزم البلدية بتسوية الاشكال العالق بينهما من خلال دفع ديونها اتجاه هذه الأخيرة.

من جهة أخرى نص الاتفاق على ضرورة تعاون الطرفين من أجل صيانة وإصلاح شبكات الصرف الصحي والقضاء على تسربات مياه الصرف الصحي واختلاطها بالمياه الشروب، حيث أخذت منطقة بوالصوف كعينة من أجل انطلاق برنامج معانة حالة البالوعات وشبكات الصرف الصحي لتفادي الفيضانات مع التقلبات الجوية الشتوية القادمة.

قسنطينة: ن. وردة

● عانت العديد من الابتدائيات المتواجدة على مستوى بلدية قسنطينة، خلال المواسم الدراسية الفارطة، انقطاعات متكررة في المياه الصالحة للشرب أثرت سلبا على دورات المياه، التي أكدت بشأنها تقارير موقعة من قبل مديرية التربية بالتنسيق مع البلديات على عدم نظافتها وتأثيرها على صحة المتدربين.

وقد جمع لقاء بين المكلف بالصحة والتطهير والوسائل العامة ببلدية قسنطينة والمدير العام لمؤسسة سياكو بقسنطينة، الذي تم من خلاله طرح مشكل الانقطاعات الكثيرة لمياه الشرب عن المدارس الابتدائية بالبلدية، انتهى بالاتفاق على التزام الشركة بالتزويد الدائم لهذه

المشروحة بسوق أهراس مواطنون عين سنور يحتجون على المحاباة في توزيع المياه

● احتج سكان المنطقة العمرانية "عين سنور" التابعة لبلدية المشروحة في ولاية سوق أهراس على تذبذب عملية توزيع مياه الشرب لسكان الأحياء خاصة الجديدة منها. وكشف هؤلاء عن تذرهم من طريقة تعامل القائمين على التوزيع، حيث تجف حنفياتهم لعدة أيام، مقابل التموين اليومي لبعض الأحياء على أساس المحاباة. وأرجع مسؤول بالجزائرية للمياه معاناة السكان المنطقة العمرانية المذكورة التي تضم كثافة سكانية معتبرة، إلى ضعف طاقة الخزائين اللذين أصبحا غير كافيين لتلبية الاحتياجات، إضافة إلى العطب الذي تتعرض له قناة التموين من سد عين الدالية نتيجة انجراف التربة. سوق أهراس: ع. قدور

غلق الطريق لليوم الثاني على التوالي بباتنة

● قطع، ليلة أول أمس، العشرات من قاطني حي 300 مسكن بمدينة بركة، في باتنة، الطريق الوطني رقم 28 الرابط بين ولايتي باتنة والمسيلى بالحجارة والمتاريس والعجلات المطاطية المحترقة لليوم الثاني على التوالي، تنديدا بجملة من الإنشغالات والمشاكل التي أرقتهم، أهمها ما تعلق بالماء الشروب الذي غاب عن حنفياتهم لفترة تجاوزت الأسابيع في كثير من الأحيان، دون تدخل يذكر من مصالح مؤسسة المياه، وقد هدد المحتجون بالتصعيد في حالة عدم تلبية مطلبهم في أقرب الأجل.

باتنة، م. نوال

بعد تعرض منازلهم لتصدعات وتطاير الغبار... مشروع منشأة فنية كهرومائية بالجباحية يشكل الخطر على العائلات القاطنة بمحاذاة الطريق

تشكو العائلات القاطنة بمحاذاة الطريق الوطني رقم 125 المتواجد ببلدية الجباحية الواقعة شمال ولاية البويرة من خطر التلوث البيئي الذي يحدث بهم ويهدد بصحتهم جراء الأشغال التي تجري بها والتي تتكفل بها إحدى الشركات المختصة بإنجاز مشروع منشأة فنية كهرومائية.
أمال ع



جدرانها والمهددة بالانهيار والسقوط .
وأمام هذه الأضرار التي لحقتها الشركة بسكان هذه المنطقة طالبوا بتدخل الجهات المعنية لإنهاء معاناتهم مع هذا المشكل الذي يحدث بهم وبالرغم من الشكاوي التي رفعوها في العديد من المرات لرفع الخطر عنهم حسب هؤلاء السكان الذين أضافوا أن مصالح البلدية قد أرسلت إعدارا كتابيا لهذه الشركة.

هذه الأخيرة وحسب العريضة التي استلمت اليوم نسخة منها تسببت في فوضى عارمة التي تشكلت في تطاير الغبار على سكّات القاطنين بالمنطقة والذين يتخوفون من انتشار الأمراض المعدية خاصة منها الحساسية والربو، هذا إلى جانب مرور الشاحنات ذات الوزن الثقيل بالقرب من منازلهم التي هي الأخرى تشكل خطرا عليهم وناهيك من آلات الحفر التي تسببت في تعرض منازلهم إلى تشققات وتصدع

قرية أميه بن علي بالطيبات الغاز والماء يتصدران المطالب

● طالب سكان قرية أميه بن علي ببلدية المنقر بدائرة الطيبات، السلطات الوصية بضرورة الإسراع في حل المشاكل اليومية التي لا تزال عالقة، والتي عطلت سير عجلة التنمية. وتأتي ندرة الماء الصالح للشرب على رأس انشغالات السكان، حيث يضطر سكان القرية إلى استعمال المحركات الكهربائية من أجل الحصول على المادة الحيوية لسد حاجياتهم اليومية، وهو ما انعكس سلبا على حياتهم وأضاف أعباء إضافية على جيوبهم تتمثل في فاتورة الكهرباء. وأكد بعض السكان لـ"الخبر" أن منطقتهم تتوفر على كل الإمكانيات التي تسمح بتوفير المياه، باعتبارها منطقة فلاحية وهي غنية بالمياه الباطنية، إضافة إلى غياب الغاز الطبيعي، حيث يضطرون إلى قطع مسافات طويلة في رحلة بحث عن قارورة غاز البوتان، والتي يتجاوز سعرها في بعض الأيام 300 دينار، وتعرض على مقتنيها استئجار سيارة أجرة أو سيارة "كلونديستان" من أجل نقلها، ما يثقل كاهل العائلات خاصة الفقيرة منها، لذا يناشد سكان القرية السلطات المحلية تحسين ظروفهم المعيشية.

ع. م. التجاني

■ أم البواقي

أمطار غزيرة تخلف أضرارا مادية وانقطاع حركة المرور



تسببت الأمطار الغزيرة التي تساقطت خلال 24 ساعة الأخيرة على مختلف جهات ولاية أم البواقي في أضرار مادية وانقطاع حركة المرور على بعض المحاور، حسب ما أفادت به مصالح الحماية المدنية. وذكرت الحماية المدنية أنها سجلت عدة تدخلات لمساعدة عائلات تقطن بـ 26 منزلا بعين بابوش تسربت سيول الأمطار إلى منازلهم وألحقت أضرارا بأفرشتهم وأعطيتهم. وتسببت من جهة أخرى غزارة الأمطار في قطع محاور بعض الطرق الوطنية أمام حركة المرور كما ذكر نفس المصدر وذلك ببلدية هنشير تومغني على الطريق الوطني رقم 100 وكذا قرب مزرعة غول موسى بسيقوس على الطريق الوطني رقم 10. وأشارت الحماية المدنية كذلك إلى أن الأمطار الغزيرة المتساقطة خلال نفس الفترة قد تسببت في قطع الطريق الرابط بين افكيرية (أم البواقي) ودائرة عين الطويلة بولاية خنشلة المجاورة. وكشف ذات المصالح عن أن عناصر الحماية المدنية تمكنوا من إنقاذ حياة ثلاثة أشخاص من الهلاك وذلك ببلدية الضلعة إلى جانب إنقاذ وإجلاء شخصين اثنين بحي "المير" عبد القادر بعين كرشة. وقد سخرت الحماية المدنية تحسبا لأي طارئ قد ينجم عن هذه الظروف المناخية الاستثنائية 76 عنصرا ما بين ضباط و أعوان بالإضافة إلى 9 شاحنات للتدخل و 7 سيارات إسعاف و 6 مضخات لامتصاص مياه الأمطار دون أن تسجل خسائر بشرية.



Photo : Fouad S.

STRUCTURES HYDRIQUES

LE MINISTÈRE A DÉPOSÉ récemment au niveau du gouvernement un dossier portant gestion et exploitation rationnelle des barrages.

Nouvelle organisation pour la gestion des grands barrages

De notre envoyé spécial à
Guelma : **Mourad Kechad**

La gestion rationnelle des structures hydriques figure parmi les chantiers clés sur lesquels le ministère des Ressources en eau compte se lancer. Cette «nouvelle» stratégie, conçue à long terme, a été détaillée par le ministre, Hocine Necib, qui s'exprimait, jeudi dernier, lors d'une rencontre avec la presse, en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Guelma. Les barrages constituent l'essentiel des structures du secteur, appelées à une exploitation raisonnable.

Soulignant la mission de l'ANBT (Agence nationale des barrages et transferts), chargée d'exploiter les grands barrages, le ministre des Ressources en eau estime qu'une bonne gestion de ces structures selon des normes internationales s'impose d'elle-même. Il annonce, à cet effet, que le ministère a déposé récemment au niveau du gouvernement un dossier portant gestion et exploitation rationnelle des barrages. Sur le même aspect, Hocine Necib a

indiqué avoir découvert à son arrivée à la tête du secteur une autre catégorie de structures hydriques, nommées barrages elles aussi. Il s'agit, dit-il, des réalisations qui ont la conception de barrages mais en termes de capacité et d'apport, elles ne le sont pas. «Ces barrages n'ont pas de cadre juridique approprié pour mieux les gérer et surtout assurer leur entretien. Ils sont environ au nombre de 100 au niveau national et un dossier, qui sera présenté bientôt au gouvernement, est en cours d'élaboration au niveau du ministère.» La mise en place de règles de gestion, les instruments techniques (équipements) et une ressource humaine qualifiée sont les principaux éléments cités par le ministre pour mener à bien cet aspect. Le taux de remplissage des barrages avoisinant cette année les 84% semble rassurer le ministre qui estime que «la situation actuelle nous assure une garantie pour l'alimentation en eau potable, l'industrie et l'irrigation sur une période de deux ans».

LES DÉFIS DE L'ADE

Sur une question liée à la gestion de l'eau potable, le ministre affirme que la loi actuelle sur l'eau prévoit que l'Algérienne des eaux (ADE) englobe, à terme, la totalité

des communes du pays. L'ADE gère environ 800 communes sur les 1.541 que compte le pays. Des SPA, à l'image de la Seaal, Seor et Seco, s'occupent, poursuit-il, des communes relevant de six wilayas pendant que la gestion dans le reste des localités est du ressort exclusif des communes. D'autre part, le caractère semi-aride du pays constitue une source de soucis pour le ministère. Rappelant les mégas programmes lancés dans le secteur, Hocine Necib a indiqué que l'Algérie est en dessous du seuil de pauvreté en matière de ressources hydriques arrêté par la Banque mondiale.

«La référence indique que le seuil de pauvreté pour un pays est de 1.000 m³ par habitant et par an, nous n'en avons que 600 m³. Nous devons investir encore plus pour mettre à l'abri l'Algérie du spectre de la sécheresse et du stress hydrique. Pour y parvenir, il faut assurer une bonne gestion et préserver la ressource.» Concernant sa tournée dans les différentes localités de Guelma, des responsables locaux se sont accordés à dire qu'elle permettra un nouvel essor puisque «des projets structurants, restés jusqu'ici otages de la bureaucratie, ont été débloqués par le ministre».

وزير الموارد المائية من قائمة

منسوب السدود الجزائرية حاليا يضمن الأمن المائي لمدة سنتين

بدرجة كبيرة في بلوغ تلك النسب، رغم أن الأمطار خلال هذه السنة بالمناطق الشرقية كانت قليلة، وهو ما عوض النقص ليصل بذلك المعدل الوطني لمنسوب السدود إلى ما وصل إليه، وعلى الرغم من ذلك يقول «نسيب» أن الجزائريين مطالبين بالمحافظة على الثروة المائية، موضحا بأن وزارته بصدد وضع خارطة طريق لتطوير أساليب تسيير السدود وصيانتها ومواصلة المشاريع الاستثمارية الكبرى لإنجاز المزيد من السدود وربطها بشبكات النقل والضيخ سواء باتجاه التجمعات السكانية أو باتجاه سدود أخرى مجاورة بالإضافة إلى مشاريع استثمارية مكملية كمحاربة التوحد وتلوث مياه السدود وبناء المزيد من محطات معالجة مياه الشرب، وأعلن نسيب عن تقديم ملف كبير للحكومة يتضمن خارطة الطريق المستقبلية للسدود والثروة المائية بالجزائر. فاطمة الزهراء شماخ

طمأن، أمس الأول، وزير الموارد المائية حسين نسيب، بشأن منسوب السدود على المستوى الوطني، مؤكدا أنه لا مخاوف من الجفاف ونقص مياه الشرب والسقي بالجزائر على مدى سنتين كاملتين، حتى في حال تعرضت البلاد لموجة جفاف حادة، حيث ولأول مرة منذ الاستقلال يصل منسوب السدود إلى المستوى الذي بلغته خلال هذه السنة والمقدر بـ 84 من المائة، حيث فاق منسوب المياه في أكثر من 15 سدا المائة من المائة على غرار سد تيسير وسد سردون وسد بني هرون، مضيفا أن هذا المنسوب لم تشهده الجزائر منذ الاستقلال، وهو ما يعطينا -يقول الوزير- ارتياحا كبيرا، خاصة بالنسبة لهذه السنة سواء تعلق الأمر بالماء الصالح للشرب أو الموجه إلى الزراعة والصناعة ولمدة سنتين على التوالي وبراحة تامة، وهو ما أرجعه الوزير إلى كميات الأمطار الكبيرة التي شهدتها مناطق غرب البلاد والتي ساهمت

سكان قرية قطار العيش يعيشون أزمة عطش

■ يعاني سكان منطقة قطار العيش التابعة لبلدية الخروب بولاية قسنطينة من الكثير من المشاكل والنقص التي أصبحت تؤثر عليهم يوميا وعلى رأسها النقص الحاد في المياه الصالحة للشرب، وما زاد في تأزم الوضع ارتفاع درجات الحرارة. وهو ما شكل أزمة عطش لسكان المنطقة التي لا تنتهي معاناتهم مع البحث عن المياه الشروب في المناطق المجاورة بعد التذبذب الكبير في نسبة التزود بهذه المادة الضرورية، ويعتبر النقص الحاد في التزود بالمياه مشكلا عريضا يؤرق القاطنين ويشكل أزمة حقيقية، لا سيما في كل فصل صيف أين يصبح من الصعب الحصول على هذه المادة الحيوية. ويكثر الطلب والبحث عن مياه الآبار والينابيع في المناطق المجاورة، حيث أن سكان قطار العيش التي تعتبر من أقدم بلديات ولاية قسنطينة يعانون من العزلة التي تهدد حياتهم بهذه المنطقة النائية، بينما زاد نقص المياه مشكلاتهم تحقيدا.

سكان حي 216 مسكن يشتكون أزمة الماء الشروب في المسيلة

تمز الأيام وتتشابه لدى سكان حي 216 مسكن ببلدية المسيلة، بخصوص مشكل الماء الشروب الذي يطرح مرارا، ولكن هذه المرة -حسب السكان- كان أكثر حدة، حيث اضطر السكان إلى اللجوء إلى صهاريج الماء التي تصل تكلفة الصهرج الواحد إلى 600 دج، وحتى طعم الماء ليس بالحلو، مما جعل آخرين يلجؤون إلى شراء قارورات المياه المعدنية للشرب والطبخ، فيما ماء الصهاريج خصص للتنظيف، وأمام هذه المعاناة وعدد المراسلات التي لم تجد ضالتها للوصول إلى أهل القطاع، يبقى التمسك الكبير بتدخل الرجل الأول في الولاية لإنهاء معاناة سكان الحي الذين بحوزتهم مطلبين اثنين، أولهما إجراء عملية التأهيل الخاصة بالقنوات الناقلة للماء الشروب من خلال تجديدها، وثاني المطالب بتحسين عملية التوزيع من خلال توقيت مبرمج تكون فيه المياه بالكمية المطلوبة، ويبقى المطلبان في خانة الانتظار قبل ولوج فصل الأمطار. سعد لعجال

في انتظار تدخّل مصالح البلدية تذبذب توزيع المياه يثير استياء السكان في خميس الخشنة

يعيش ساكنو أحياء مدينة خميس الخشنة جنوب شرق ولاية بومرداس معاناة حقيقية مع استمرار مسلسل انقطاع الماء الصالح للشرب وبشكل متكرر وبدون سابق إنذار ودون تقديم مبررات مقنعة، ما يجعل السكان يهددون في كل مرة باحتجاجات عارمة، متسائلين حول سبب هذه الانقطاعات خاصة خلال هاته الأيام الأخيرة.

منذ أمد طويل، حيث ستعمل البلدية على الاستفادة من سد (تاقصيت) من أجل تزويد السكان بالماء الصالح للشرب، كما بلغت نسبة المشروع 97 بالمائة على أن يستفيد السكان بصفة دائمة ودون انقطاع من هذه المادة الضرورية قبيل نهاية السنة، وهو الأمر الذي رحب به السكان واعتبروه خطوة إيجابية في انتظار تجسيد مشاريع أخرى لفائدة هذا الحي المعزول، وأوضح أن كل من حيي (أولاد علي) و(الشبابش) سيستفيدان أيضا من تهيئة وتطهير قنوات الصرف الصحي، حيث سطرّت البلدية مشروعا تنمويا سيجنبهم هذه المعضلة التي كانت تؤرق حياتهم اليومية.



الطرق لتتطلق الأشغال بها في القريب العاجل، وزيادة على هذا، ستقوم البلدية بتخصيص مبلغ آخر من أجل تخليص المنطقة من أزمة العطش التي لازمتها

الأثرية والأحوال في فصل الشتاء، الأمر الذي أثار سخط السكان في العديد من المرات. وحسب ذات المصدر، فقد تم تخصيص مبلغ مالي معتبر لإعادة تزفيت

أكد السكان لـ (أخبار اليوم) أن عددا من أحياء المدينة تصل مدة انقطاع الماء الصالح للشرب بها إلى حوالي عشرين ساعة في اليوم، مضيفين أن ذلك يحدث دون أن تكون هناك أشغال لصيانة أو تجديد شبكة أنابيب الماء الصالح للشرب، وأن بعض أحياء المدينة التي تقع بمناطق مرتفعة لا يصلها الماء الشروب إلا ساعتين في اليوم، وأن الماء حتى عندما يصل يكون صلبا ضعيفا وهو ما يعمق من معاناة سكان هذه الأحياء، إذ باتوا محرومين من الاستحمام وغسل ثيابهم وقضاء كل حاجاتهم اليومية، كما لم يخف المتحدث معاناة السكان أيضا من اهتراء الطرقات الأحياء واهتراء قنوات الصرف الصحي المنطقة، من جهتها، أكدت مصادر مسؤولية البلدية أن هاته الأخيرة سكان حي (أولاد علي)، على غرار تهيئة العديد من طرقات الحي، حيث تتواجد أغلب هذه الأخيرة في وضعية كارثية ومرحلة متقدمة من الاهتراء خاصة عندما تتحول إلى برك ومستنقعات من

غياب الماء الشروب منذ 15 يوما يثير استياء سكان بركة في باتنة

في قننوات التوزيع من فترة إلى أخرى واختلاطها بقننوات الصرف الصحي، ويستوجب حل هذا المشكل جذريا عن طريق التنسيق بين مصالح البلدية والجزائرية للمياه وتدخل السلطات الولائية، يُضيف المواطنون.

هذا وكانت مصالح الجزائرية للمياه وحدة بركة، قد اتخذت إجراءات صارمة الصائفة الماضية بخصوص الذين لا يدفعون المبالغ المترتبة عن استهلاكهم للمياه، خاصة وأن ديونها تراكمت مؤخراً، والتي بلغت 17 مليار سنتيم تقول مصادر «النهار» غناي.ر الخاصة.

بمدينة بركة، لم يجد هؤلاء المواطنون من حل سوى الاستنجاد بصهاريج المياه التي تعرف ارتفاعا في السعر، كما أن معظم العائلات البريكية لم تُعد تستهلك مياه الحنفيات نظرا لرائحته وطعمه الغريبين، إذ أنهم يستهلكون قارورات المياه المعدنية منذ مدة طويلة، حيث طالب المواطنون في أكثر من مناسبة من المصالح المعنية والمنتخبين الجدد على مستوى البلدية، بضرورة إعادة النظر في شبكة التوزيع على اعتبار أنها مهترئة، حيث يتكرر تذبذب توزيع المياه دوريا، نتيجة لحدوث تسربات

يعيش مواطنو مدينة بركة في باتنة، هذه الأيام، أزمة عطش حادة على مستوى عدة أحياء، حيث يشتكي هؤلاء من هذا المشكل الذي استمرّ لعدة أشهر في ظل الحرارة الشديدة التي تشهدها المنطقة، حيث تعرف أحياء الدقاقشة و1000 مسكن، حي طريق سطيف و300 مسكن غياب الماء الشروب منذ فترة لا تقل عن 15 يوما، كما يعيش سكان 731 مسكن بحي النصر المشكل ذاته منذ مدة، خاصة الذين يقطنون شقق الطوابق العليا الذين لا يصل الماء حنفياتهم في معظم الأوقات، وفي ظل هذه المعاناة التي تتكرر مرارا وتكرارا

QUALITÉ DE L'EAU

La SEOR lance un plan de contrôle dans les écoles

Une vaste campagne de contrôle de la qualité de l'eau distribuée dans les établissements scolaires de la wilaya d'Oran va être entamée, en début de la semaine prochaine, par les services compétents de la Société de l'Eau et de l'Assainissement d'Oran «SEOR-SPA». C'est ce qui a été indiqué de sources responsables au niveau de cette

structure, ajoutant que cette opération entre dans le cadre de la prévention des maladies à transmission hydrique (MTH) portant un important risque sur la santé publique. Les mêmes sources d'information ont signalé également que le contrôle en question va concerner, précisément, les points de stockage d'eau au sein des établissements scolaires où des

prélèvements d'échantillons vont être effectués afin de déterminer la potabilité ou non des eaux stockées. «Des bulletins d'analyses des échantillons prélevés seront remis aux responsables des établissements scolaires afin de les informer sur la qualité de ces eaux stockées et quelles sont les consignes à suivre pour le maintien de la bonne qua-

lité», affirme-t-on de mêmes sources. Les services de SEOR s'engagent aussi, à travers cette opération, à porter assistance aux responsables des établissements scolaires pour les travaux de nettoyage et désinfection de ces installations de stockage d'eau (qui doit se faire au moins une fois par an) pour le bien et la santé des écoliers. A. Yacine